

Automobile

Le groupe français PSA cherche la voiture de demain à l'EPFL Page 25



Gestion alternative

Quand la politique sème le trouble chez les analystes Page 18

SMI
5659,83 -0,15%

Stoxx 50
2291,47 -2,41%

Dollar/franc 0,8875 ↑

Euro/franc 1,2215 ↑

Baril Brent/dollar 111,38 ↑

One d'or/dollar 1749 ↓

Protéger les banques, une menace pour le crédit?

> **Crise** Renforcer les fonds propres pourrait conduire à donner un coup de frein aux prêts

> Des inquiétudes émergent, surtout en France

caire européen qui tanguent plus fort à mesure que la crise de la dette s'intensifie, les chefs d'Etat européens ont décidé il y a dix jours un renforcement de l'assise financière des banques. Alors que les standards internationaux de Bâle III exigeaient des fonds propres de 7% d'ici à 2019, l'Europe demande à ses établissements d'accélérer la manœuvre: d'ici à fin juin 2012, elles devront atteindre des fonds propres durs de 9%.

Pas de solution indolore

Au lieu d'augmenter leurs fonds propres, les banques pourraient simplement réduire leur bilan en limitant les prêts. Et si ces mesures de protection finissaient ainsi par plomber une économie qui fonctionne déjà au ralenti? Le lobby des banques s'inquiète d'un tel effet pervers. Dans une lettre à Nicolas Sarkozy – qui préside le G20 en 2011 –, Charles Dallara, directeur général de l'Institut de la finance internationale, ne prend pas de détour: «Les banques devraient être un élément clé de la reprise économique. Au lieu de cela, la façon dont les réformes en matière de régulation sont mises en place risque de leur compliquer la tâche.» Pour le lobby, qui défend les intérêts des banques à Bruxelles, cette exigence «pourrait conduire à une réduction des

crédits offerts au secteur privé de la zone euro d'au moins 5%».

Le gouvernement français ne semble pas tranquille non plus. François Baroin, ministre de l'Économie, a été chargé la semaine dernière de suivre trimestre par trimestre l'évolution des encours de prêts bancaires aux entreprises. Le premier ministre, François Fillon, a prévenu: «Il n'est pas question que la cure d'austérité des banques provoque une raréfaction du crédit aux entreprises.» En France, la croissance a été nulle au deuxième trimestre (+1,7% en rythme annuel).

L'œuf ou la poule

Les banques de l'Hexagone devront se recapitaliser à hauteur de 8,8 milliards d'euros, d'après les chiffres indicatifs publiés par l'Autorité bancaire européenne (ABE), sur un total de 106 milliards pour l'ensemble du secteur en Europe. Aujourd'hui, ces établissements jurent que les fonds propres seront consolidés sans faire appel à l'argent public et en continuant de financer l'économie réelle. La Fédération bancaire française rappelle à ce titre, dans un communiqué du 2 novembre, que «le rythme d'augmentation du crédit pour les petites et moyennes entreprises est actuellement supérieur à 5% par an, très

au-dessus de la moyenne européenne».

Face à ces déclarations rassurantes, les propos de Nicolas Véron, économiste de l'Institut Bruegel à Bruxelles, sont implacables: «Il ne peut y avoir de solution indolore pour la recapitalisation. Un renforcement des fonds propres a forcément un coût pour l'économie.» Ce coût pourrait toutefois être compensé par le retour de la confiance auprès des investisseurs. «Si elle revient», tempère le chercheur, dont les doutes viennent du peu de fiabilité de l'évaluation du capital des banques soumises aux tests de résistance en juillet, avec l'exemple de Dexia.

Difficulté supplémentaire, les autorités prennent le problème à l'envers, estime Steen Jakobsen, chef économiste de Saxo Bank. La hausse des fonds propres doit se faire de manière contre-cyclique. Autrement dit, les fonds propres doivent être renforcés lorsque la conjoncture est bonne, tandis qu'une réduction doit être permise lorsque la situation économique se corse pour éviter d'étouffer l'économie un peu plus. Soit d'inverse de ce qui se passe aujourd'hui», poursuit-il.

Difficile de faire la police

Eviter tout risque systémique conduira-t-il donc à enfoncer l'économie encore un peu plus? «C'est un peu la question de la poule et de l'œuf», explique Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue, société de recherche indépendante sur les valeurs paneuropéennes. Est-ce la demande de crédits des entreprises qui faiblit en temps de crise ou, à l'inverse, l'offre de crédits de la part des banques qui diminue? Pour l'analyste, «des banques françaises ont de toute façon les moyens de réduire leur bilan via leurs activités de marché hypertrouffées avant de réduire le financement à l'économie réelle». Mais, d'après lui, les banques ne le feront pas de manière volontaire. «Aux politiques de leur rappeler leur devoir compte tenu du sou-



«Le prêteur et sa femme», de Quentin Metsys (1514). Certains craignent que les banques freinent l'octroi de crédits, leur métier historique. ARCHIVES

tien implicite des Etats pour celles qui sont considérées comme étant trop grosses pour être abandonnées à la faillite», estime-t-il. Peut-on véritablement forcer les banques à lever des fonds plutôt que de réduire leur bilan? «Il faut savoir d'où vient le capital. En ce moment, il est peu probable que le secteur privé puisse injecter des fonds aux conditions que les banques souhaitent», prévient Nicolas Véron. Et la situation anglaise a montré qu'il était difficile de faire la police dans ces cas-là.

La hausse des fonds propres n'aura rien d'un tour de force, juge

pourtant Mickael Benhaim, responsable du négoce obligataire à la banque Pictet à Genève: «Les grandes banques européennes peuvent se contenter de ne pas distribuer de dividende cette année pour atteindre le ratio de 9%.» Si la crise de la dette devait s'aggraver dans la zone euro, «la cession d'actifs deviendrait plus probable», ajoute-t-il.

Dans ce contexte tendu, le geste de la Banque centrale européenne – qui a baissé d'un quart de point son taux directeur jeudi – peut être compris comme un encouragement pour les banques à prêter.

La situation en Suisse divise

> La banque d'affaires devrait être réduite avant les crédits

Les exigences plus élevées en Suisse auront-elles des conséquences encore plus marquées sur l'économie? Le pays exige que Credit Suisse et UBS relèvent leur ratio de fonds propres «durs» à 10%, alors que les standards internationaux de Bâle III se limitent à 7% (plus entre 1 et 2,5% pour les 28 plus grands établissements).

«Si l'on voulait trucider le secteur bancaire et financier, on ne s'y prendrait pas autrement», s'exclame Jean-Christian Lambelet, professeur honoraire d'économie à l'Université de Lausanne, dans un entretien au Temps. Selon lui, on met trop l'accent sur la stabilité du secteur, au détriment de son efficacité économique.

Analyste bancaire chez Bordier & Cie, Loïc Bhand ne partage pas ce point de vue. Ce que l'on sait des plans de réduction d'actifs de Credit Suisse et d'UBS

montre que la banque d'affaires est la principale visée, explique-t-il. Un choix logique, puisque «c'est la plus grande consommatrice de capital». L'expert s'attend à une baisse des crédits commerciaux, mais plutôt induite ou causée par un franc fort que par les hausses de capital. Il s'attend aussi à une baisse des crédits hypothécaires dans certaines régions où l'immobilier est surchauffé, comme Genève. Une évolution qui paraît plutôt saine, ajoute-t-il. M.F.

Au cœur des marchés

BNS – BCE, de la parole aux gestes et vice versa



Michel Juvet*

Maurice Béjart disait «Au début il y eut le geste». Normal pour un homme dont le corps était le langage. Alan Greenspan, ex-président de la Réserve fédérale, lui avait choisi le verbe. Curieux pour un homme de chiffres. Mais souvent tellement inintelligible. Le monde s'attachait alors à tenter de lire dans les gestes d'Alan: une serviette portée sous son bras gauche, il fallait s'attendre à une hausse des taux d'intérêt. Mais le langage du corps a ses limites que seule la danse peut réellement maîtriser.

Les suisses, pragmatiques, n'ont pas la culture du geste, mais leurs mots, clairs, pèsent lourd. Alors lorsque Philippe Hildebrand, maestro de notre BNS, prit la parole le 6 septembre, il valait mieux écouter... Car si la BNS dit, cela veut dire qu'elle fait! Pourtant...

En août, la BNS avait fait de grands gestes, en vain, car le marché n'aime pas le langage des sourds: après plus de 90 milliards d'achats de devises pour affaiblir le franc, ce dernier était resté une valeur refuge. Vint alors le coup de tonnerre du 6 septembre qui résonne comme la date d'un coup d'Etat... Philippe dit: «Spéculateurs, circulez!» Le marché obéit, comprenant que notre BNS penserait des milliards infinis pour lutter contre le franc. Mais aujourd'hui, on découvre que les interventions de la BNS en septembre se sont probablement limitées

à des montants presque ridicules (10, 20 milliards?) et que les réserves auraient même diminué en octobre. Une parole de banquier central vaut donc de l'or, et bien plus que mille gestes.

Pourquoi la BCE alors n'a-t-elle pas utilisé également le pouvoir des mots pour juguler la crise, annoncer qu'elle était prête à empêcher les taux grecs, italiens ou espagnols de dépasser les 4%, plutôt que d'agir en catimini en achetant les obligations des mêmes Etats? Par peur de perdre sa crédibilité anti-inflationniste, certes. Mais surtout, parce que contrairement au franc qui était largement surévalué par le marché, les dettes grecques elles étaient évaluées correctement. Le marché anticipait avec raison une faillite. Aller à l'encontre du marché était stupide. Mais aujourd'hui les choses ont changé. La Grèce est

presque hors jeu et l'Italie n'est pas la Grèce; elle souffre de problème de financement mais n'est pas insolvable. La BCE ou le FESF doivent mimer la BNS et annoncer haut et fort leur soutien pour stopper la crise. Des paroles pour alourdir les gestes. Pour la BNS, c'est peut-être désormais l'inverse: sa parole d'or, sans de nouveaux gestes, restera-t-elle crédible longtemps? Et dans ce cas, elle devra bien refaire un geste et créer ses propres munitions...

PS: Notre BNS détient aujourd'hui pour 100 milliards d'euros de papiers-valeurs, soit les deux tiers de ce que la BCE détient dans son programme de soutien «SMP»! Pas les mêmes débiteurs certes, mais... de quoi négocier comme les Chinois pour avancer dans nos bilatérales?

* Bordier et Cie

Besoins en recapitalisation banque par banque

Montant nécessaire, en milliards d'euros	
Banco Santander	14,97
Banco Bilbao	7,09
BBVA	7,09
Unicredit SPA	5,00
Dexia*	3,90
Groupe BPCE	3,40
Société Générale	3,30
Banca Monte dei Paschi di Siena	3,10
Commerzbank	3,00
Banco Popolare	2,82
BNP Paribas	2,10

*Dexia a fait savoir que ses besoins se limiteraient en fait à 1,7 milliard d'euros, car les chiffres de l'ABE ne tiennent pas compte du plan de liquidation partiel de la banque. SOURCE: AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE

PUBLICITÉ

Comment investir avec clairvoyance?

Discussion en direct

Le 8 novembre à 11h30, Jean-Pierre Béguelin répondra à vos questions sur l'actualité financière lors du «Live chat» finance sur les sites du Temps et de la BCV.



LE TEMPS

BCV